

Eaux et Forêts à Groenendaal (établissement scientifique du Ministère de l'Agriculture). Résultats, p. 7522. — Constitution d'une réserve de recrutement d'inspecteurs vétérinaires masculins et féminins d'expression française pour l'Administration de l'Élevage et du Service vétérinaire. Inspection vétérinaire (Ministère de l'Agriculture). Résultats, p. 7522.

#### Ministère de la Justice

Ordre judiciaire, p. 7522. — Justice militaire, p. 7523.

#### Ministère de la Santé publique et de la Famille

Liste des pesticides à usage non agricole qui ont reçu l'autorisation au cours de l'année 1982, p. 7523.

#### Ministères de l'Éducation nationale

Jury central chargé de délivrer les diplômes d'aptitude à l'enseignement du dessin et de l'éducation plastique dans les établissements d'enseignement secondaire (2e et 3e degrés) et d'enseignement supérieur de type court. Session néerlandaise de 1983. Appel aux candidats, p. 7527. — Avis relatif aux mutations dans l'enseignement de l'Etat dont la langue de l'enseignement est la langue française. Errata, p. 7528. — Appel relatif à l'admission au stage dans l'enseignement de l'Etat dont la langue de l'enseignement est la langue française. Errata, p. 7528.

#### Ministère des Finances

Administration de la T.V.A., de l'Enregistrement et des Domaines. Aliénation d'immeubles domaniaux. Publications faites en exécution de la loi du 31 mai 1923, p. 7528. — Succession en déshérence, p. 7530.

## LOIS, DÉCRETS ET RÈGLEMENTS

### MINISTÈRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES, DU COMMERCE EXTERIEUR ET DE LA COOPÉRATION AU DÉVELOPPEMENT ET MINISTÈRE DES FINANCES

F. 83 — 935

27 MAI 1983. — Loi modifiant la loi du 16 juin 1960 plaçant sous le contrôle et la garantie de l'Etat belge les organismes gérant la sécurité sociale des employés du Congo belge et du Ruanda-Urundi et portant garantie par l'Etat belge des prestations sociales assurées en faveur de ceux-ci, la loi du 17 juillet 1963 relative à la sécurité sociale d'outre-mer et la loi-programme 1981 du 2 juillet 1981 (1)

BAUDOQUIN, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Les Chambres ont adopté et Nous sanctionnons ce qui suit :

#### CHAPITRE I

Modifications à la loi-programme 1981 du 2 juillet 1981

Article 1er. L'article 67 de la loi-programme 1981 du 2 juillet 1981 est remplacé par la disposition suivante :

\* Article 67. Les prestations prévues en faveur des bénéficiaires de nationalité belge par la loi du 16 juin 1960 plaçant sous le contrôle et la garantie de l'Etat belge les organismes gérant la

(1) Session 1982-1983.

Sénat.

Documents parlementaires. — Projet de loi, n° 385/1. — Rapport n° 385/2.

Annales parlementaires. — Discussion. Séance du 2 mars 1983. — Adoption. Séance du 3 mars 1983.

Chambre des représentants.

Documents parlementaires. — Projet transmis par le Sénat, n° 586/1. — Rapport n° 586/2.

Annales parlementaires. — Discussion et adoption. Séance du 11 mai 1983.

pelijke inrichting van het Ministerie van Landbouw). Uitslagen, bl. 7522. — Werving van mannelijke en vrouwelijke franstalige inspecteurs-dierenartsen voor het Bestuur Veeveelt en Diergeneeskundige Dienst. Diergeneeskundige inspectie (Ministerie van Landbouw). Uitslagen, bl. 7522.

#### Ministerie van Justitie

Rechterlijke Orde, bl. 7522. — Militair Gerecht, bl. 7522.

#### Ministerie van Volksgezondheid en van het Gezin

Lijst van de bestrijdingsmiddelen voor niet-landbouwkundig gebruik waarvoor in de loop van het jaar 1982 de toelating werd verleend, bl. 7523.

#### Ministeries van Onderwijs

Centrale examencommissie belast met het uitreiken van de bekwaamheidsdiploma's tot het geven van onderwijs in het tekenen en de plastische opvoeding aan de inrichtingen van het secundair onderwijs (2e en 3e graad) en het hoger onderwijs van het korte type. Nederlandstalige zitting 1983. Oproep tot de kandidaten, bl. 7527.

#### Ministerie van Financiën

Administratie van de BTW, Registratie en Domeinen. Vervreemding van onroerende domeingoederen. Bekendmakingen gedaan ter uitvoering van de wet van 31 mei 1923, bl. 7528. — Erfloze nalatenschap, bl. 7530.

## WETTEN, DECRETEN EN VERORDENINGEN

### MINISTERIE VAN BUITENLANDSE ZAKEN, BUITENLANDSE HANDEL EN ONTWIKKELINGSSAMENWERKING EN MINISTERIE VAN FINANCIËN

N. 83 — 935

27 MEI 1983. — Wet houdende wijziging van de wet van 16 juni 1960 die de organismen belast met het beheer van de sociale zekerheid van de werknemers van Belgisch-Kongo en Ruanda-Urundi onder de controle en de waarborg van de Belgische Staat plaatst, en die waarborg draagt door de Belgische Staat van de maatschappelijke prestaties ten gunste van deze werknemers verzekerd, van de wet van 17 juli 1963 betreffende de overzeese sociale zekerheid en van de programmawet 1981 van 2 juli 1981 (1)

BOUDEWIJN, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Grøet.

De Kamers hebben aangenomen en Wij bekrachtigen hetgeen volgt :

#### HOOFDSTUK I

Wijzigingen aan de programmawet 1981 van 2 juli 1981

Artikel 1. Artikel 67 van de programmawet 1981 van 2 juli 1981 wordt vervangen door de volgende bepaling :

\* Artikel 67. De uitkeringen waarin ten gunste van de gerechtigden van Belgische nationaliteit voorzien wordt door de wet van 16 juni 1960 die de organismen belast met het

(1) Zitting 1982-1983.

Senaat.

Parlementaire bescheiden. — Wetsontwerp, nr. 385/1. — Verslag, nr. 385/2.

Parlementaire Handelingen. — Bespreking. Vergadering van 2 maart 1983. — Aanneming. Vergadering van 3 maart 1983.

Kamer van volksvertegenwoordigers.

Parlementaire bescheiden. — Wetsontwerp overgezonden door de Senaat, nr. 586/1. — Verslag nr. 586/2.

Parlementaire Handelingen. — Bespreking en aanneming. Zitting van 11 mei 1983.

sécurité sociale des employés du Congo belge et du Ruanda-Urundi et portant garantie par l'Etat belge des prestations sociales assurées en faveur de ceux-ci sont dues dans leur intégralité si les bénéficiaires n'exercent pas d'activité professionnelle et, lorsqu'il s'agit de veuves, ne sont pas remariées.

« Lorsque les bénéficiaires exercent une activité professionnelle, les prestations autres que celles visées à l'article 68, alinéa 1er, sont dues dans leur intégralité, réduites ou supprimées conformément aux dispositions arrêtées par le Roi en ce qui concerne les bénéficiaires d'une pension de travailleur salarié. »

Art. 2. L'article 68 de la même loi est remplacé par la disposition suivante :

« Article 68. Lorsque les bénéficiaires exercent une activité professionnelle qui, en vertu des dispositions arrêtées par le Roi, entraîne la suppression de la pension de travailleur salarié ou, lorsqu'il s'agit de veuves, sont remariées, seules sont payées, sans préjudice de l'application de l'article 72 :

1° les prestations prévues à l'article 3, alinéa 1er, a), de la loi du 16 juin 1960, compte tenu des dispositions de l'article 68 de la loi du 17 juillet 1963 relative à la sécurité sociale d'outre-mer;

2° les prestations prévues à l'article 3, alinéa 1er, b) à e), de la loi du 16 juin 1960, dans le rapport fixé à l'article 3, alinéa 4, de ladite loi;

3° les prestations prévues à l'article 3septies de la loi du 16 juin 1960, majorées conformément à l'article 11 de ladite loi;

4° les prestations garanties par les articles 4 à 10 de la loi du 16 juin 1960.

« Par dérogation à l'alinéa 1er, et sans préjudice des dispositions supprimant ou réduisant les prestations en raison de l'exercice d'une activité professionnelle, les dispositions ci-après sont applicables aux veuves remariées :

1. si le remariage est antérieur à la date d'entrée en vigueur de la présente section, les prestations visées aux 1°, 2° et 4°, de l'alinéa 1er sont majorées conformément à l'article 11 de la loi du 16 juin 1960;

2. si le remariage n'est pas antérieur à cette date, les prestations que la loi du 16 juin 1960 assure à la veuve remariée lui restent acquises jusqu'à la fin du douzième mois suivant celui du remariage. »

CHAPITRE II. — Modifications à la loi du 16 juin 1960 plaçant sous le contrôle et la garantie de l'Etat belge les organismes gérant la sécurité sociale des employés du Congo belge et du Ruanda-Urundi et portant garantie par l'Etat belge des prestations sociales assurées en faveur de ceux-ci

Art. 3. L'article 3octies de la loi du 16 juin 1960 plaçant sous le contrôle et la garantie de l'Etat belge les organismes gérant la sécurité sociale des employés du Congo belge et du Ruanda-Urundi et portant garantie par l'Etat belge des prestations sociales assurées en faveur de ceux-ci, y inséré par la loi du 11 février 1976, est remplacé par la disposition suivante :

« Article 3octies. § 1er. Un pécule de vacances et un pécule complémentaire de vacances sont alloués annuellement, à charge du Fonds de solidarité et de péréquation, aux bénéficiaires d'une pension de retraite ou de veuve garantie par la présente loi qui réunissent les conditions suivantes :

a) avoir effectivement bénéficié de la pension pour le mois de mai de l'année en cours;

b) en ce qui concerne les assurés bénéficiaires d'une pension de retraite, avoir atteint ou atteint dans le cours de l'exercice l'âge normal d'entrée en jouissance de cette pension.

§ 2. Pour le bénéficiaire d'une pension de retraite qui réunit les conditions exigées dans le régime de pension des travailleurs salariés pour l'octroi d'une pension de retraite calculée sur base de 75 p.c. de la rémunération, le montant du pécule de vacances et celui du pécule complémentaire de vacances sont fixés aux taux maximums prévus en faveur des travailleurs salariés; ils sont fixés aux taux minimums pour les autres bénéficiaires.

beheer van de sociale zekerheid van de werknemers van Belgisch-Kongo en Ruanda-Urundi onder de controle en de waarborg van de Belgische Staat plaatst en die waarborg draagt door de Belgische Staat van de maatschappelijke prestaties ten gunste van deze werknemers verzekerd, zijn in hun geheel verschuldigd indien de gerechtigden geen beroepsactiviteit uitoefenen en wanneer het om weduwen gaat, voor zover zij niet hertrouwd zijn.

Wanneer de gerechtigden een beroepsactiviteit uitoefenen, zijn de andere uitkeringen dan die welke beoogd worden onder artikel 68, lid 1, integraal verschuldigd, verminderd of afgeschaft overeenkomstig de door de Koning vastgestelde bepalingen wat betreft de gerechtigden inzake een werknemerspensioen. »

Art. 2. Artikel 68 van dezelfde wet wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Artikel 68. Wanneer de gerechtigden een beroepsactiviteit uitoefenen die, krachtens de door de Koning vastgestelde bepalingen, de afschaffing met zich brengt van het werknemerspensioen of, wanneer het om weduwen gaat, ze hertrouwd zijn, worden enkel betaald, onverminderd de toepassing van artikel 72 :

1° de uitkeringen waarin voorzien wordt in artikel 3, eerste lid, a), van de wet van 16 juni 1960, rekening houdend met de bepalingen van artikel 66 van de wet van 17 juli 1963 betreffende de overzeese sociale zekerheid;

2° de uitkeringen waarin voorzien wordt in artikel 3, eerste lid, b) tot e), van de wet van 16 juni 1960, in de verhouding vastgesteld in artikel 3, vierde lid, van genoemde wet;

3° de uitkeringen waarin voorzien wordt in artikel 3septies van de wet van 16 juni 1960, vermeerderd overeenkomstig artikel 11 van genoemde wet;

4° de uitkeringen gegarandeerd door de artikelen 4 tot 10 van de wet van 16 juni 1960.

« In afwijking van lid 1 en onverminderd de bepalingen die de uitkeringen afschaffen of verminderen omwille van de uitoefening van een beroepsactiviteit, zijn de volgende bepalingen van toepassing op de hertrouwde weduwen :

1. indien het nieuw huwelijk de datum van inwerkingtreding van onderhavige afdeling voorafgaat, worden de uitkeringen bedoeld onder 1°, 2° en 4° van lid 1 vermeerderd overeenkomstig artikel 11 van de wet van 16 juni 1960;

2. indien het nieuw huwelijk deze datum niet voorafgaat, blijven de uitkeringen die de wet van 16 juni 1960 aan de hertrouwde weduwe garandeert haar verworven tot op het einde van de twaalfde maand volgend op die van het nieuw huwelijk. »

HOOFDSTUK II. — Wijzigingen aan de wet van 16 juni 1960 die de organismen belast met het beheer van de sociale zekerheid van de werknemers van Belgisch-Kongo en Ruanda-Urundi onder de controle en de waarborg van de Belgische Staat plaatst, en die waarborg draagt door de Belgische Staat van de maatschappelijke prestaties ten gunste van deze werknemers verzekerd

Art. 3. Article 3octies van de wet van 16 juni 1960 die de organismen belast met het beheer van de sociale zekerheid van de werknemers van Belgisch-Kongo en Ruanda-Urundi onder de controle en de waarborg van de Belgische Staat plaatst, en die waarborg draagt door de Belgische Staat van de maatschappelijke prestaties ten gunste van deze werknemers verzekerd, er ingevoegd door de wet van 11 februari 1976, wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Artikel 3octies. § 1. Vakantiegeld en aanvullend vakantiegeld worden jaarlijks uit het Solidariteits- en Perekatiefonds toegekend aan de personen die een bij deze wet gegarandeerd oudedoms- of weduwenpensioen trekken en die de volgende voorwaarden vervullen :

a) daadwerkelijk het pensioen getrokken hebben voor de maand mei van het lopende jaar;

b) wat de verzekerden betreft die een ouderdomspensioen trekken, in de loop van het dienstjaar de normale gerechtigde leeftijd inzake dit pensioen bereikt hebben of bereiken.

§ 2. Voor de ouderdomspensioentrekker die de voorwaarden vervult welke vereist zijn in de werknemerspensioenregeling voor de toekenning van een ouderdomspensioen berekend op basis van 75 pct. van de bezoldiging, zijn het vakantiegeld en het aanvullend vakantiegeld gelijk aan de maximumbedragen voorgeschreven voor de werknemers; aan de andere gerechtigden worden de minimumbedragen betaald.

Toutefois, la prestation globale du pécule de vacances et du pécule complémentaire de vacances est limitée au montant des pensions à charge de l'Office afférentes au mois de mai de l'année envisagée.

§ 3. Lorsque le bénéficiaire peut prétendre à des avantages de même nature que ceux prévus au § 1er en vertu d'un autre régime de sécurité sociale ou en application de dispositions légales accordant un pécule de vacances aux pensionnés des services publics, il lui est attribué à charge de l'Office un pécule de vacances dont le montant est égal au montant total des pécules déterminés conformément au § 2 sous déduction du montant de ces avantages.

Art. 4. Un article 3onies rédigé comme suit est inséré dans la même loi :

« Article 3onies. § 1er. Il est attribué, à charge du Fonds de solidarité et de péréquation, une pension de retraite à l'épouse divorcée d'un assuré qui a été assujéti au régime de pension des employés du Congo belge et du Ruanda-Urundi.

L'épouse divorcée ne peut prétendre au bénéfice de la pension précitée :

- 1° si elle est déchue de l'autorité parentale;
- 2° si elle a été condamnée pour avoir attenté à la vie de son époux;
- 3° si elle est remariée, pendant la durée du nouveau mariage.

Le droit à la pension de retraite prévue à l'alinéa 1er est reconnu :

- 1° aux personnes de nationalité belge;
- 2° aux personnes de nationalité étrangère :
  - a) qui étaient l'épouse d'un assuré de nationalité belge et résident en Belgique;
  - b) qui sont des ressortissants de l'un des Etats membres de la Communauté économique européenne, lorsqu'elles résident dans l'un de ces Etats;
- 3° aux apatrides et aux réfugiés tels qu'ils sont définis à l'article 18ter, lorsqu'ils résident dans la Communauté économique européenne.

§ 2. La pension de retraite visée au § 1er est payable intégralement à l'épouse divorcée qui n'exerce pas d'activité professionnelle. Lorsque l'épouse divorcée exerce une activité professionnelle, la pension de retraite est due dans son intégralité, réduite ou supprimée conformément aux dispositions arrêtées par le Roi en ce qui concerne les bénéficiaires d'une pension de travailleur salarié.

La pension prend cours le premier jour du mois qui suit celui au cours duquel l'intéressée en fait la demande et au plus tôt le premier jour du mois qui suit celui au cours duquel elle atteint l'âge de 55 ans.

Toutefois, elle prend cours le premier jour du mois qui suit la date de publication de la présente disposition, en faveur des personnes qui réunissent à cette date les conditions requises pour en bénéficier et qui introduisent leur demande avant l'expiration du sixième mois suivant cette date.

§ 3. Le montant de la pension de retraite visée au paragraphe premier est égal à 56,25 p.c. de la pension de retraite prévue en faveur de l'ex-conjoint en application de la présente loi, correspondant aux périodes incluses dans la durée du mariage. Toutefois, lorsque les personnes désignées au paragraphe premier étaient l'épouse d'un assuré de nationalité étrangère, la pension de retraite à prendre en considération est celle qui aurait été acquise, dans les mêmes conditions d'âge et de cotisations, en faveur d'un assuré de nationalité belge.

Le montant de la pension de retraite de l'ex-conjoint est calculé à l'âge de 55 ans. Toutefois, lorsque l'âge auquel l'assuré a cessé de participer à l'assurance et l'âge qu'il avait atteint à la date de la transcription du divorce sont supérieurs à 55 ans, la pension est calculée à celui de ces deux âges le plus proche de 55 ans.

De totale uitkering evenwel van het vakantiegeld (n van het aanvullend vakantiegeld is beperkt tot het pensioenbedrag ten laste van de Dienst met betrekking tot de maand n/vi van het overwogen jaar.

§ 3. Wanneer de gerechtigde aanspraak kan maken op gelijkwaardige uitkeringen als die welke zijn voorgeschreven onder § 1 krachtens een andere sociale-zekerheidsregeling of in toepassing van wetsbepalingen waarbij vakantiegeld wordt toegekend aan de gepensioneerden van de overheidsinstellingen, wordt hem ten laste van de Dienst vakantiegeld toegekend waarvan het bedrag gelijk is aan het totaal bedrag van het vakantiegeld vastgesteld overeenkomstig § 2 onder aftrek van het bedrag van die uitkeringen.

Art. 4. Er wordt een als volgt opgesteld artikel 3onies ingevoegd in dezelfde wet :

« Artikel 3onies. § 1. Ten laste van het Solidariteits- en Perekwatiefonds wordt er een ouderdomspensioen toegekend aan de uit de echt gescheiden echtgenote van een verzekerde die verzekeringsplichtig was t.a.v. de pensioenregeling van de werknemers van Belgisch-Kongo en Ruanda-Urundi.

De uit de echt gescheiden echtgenote mag geen aanspraak maken op de uitkering van vorenbedoeld pensioen :

- 1° indien ze ontzet werd uit de ouderlijke macht;
- 2° indien ze veroordeeld werd wegens een aanslag op het leven van haar echtgenoot;
- 3° indien ze hertrouwd is, gedurende de duur van het nieuw huwelijk.

Het recht op het ouderdomspensioen voorgeschreven onder lid 1 is erkend :

- 1° aan de personen van Belgische nationaliteit;
- 2° aan de personen van vreemde nationaliteit :
  - a) die de echtgenote waren van een verzekerde van Belgische nationaliteit en in België wonen;
  - b) die onderhorigen zijn van één van de Lid-Staten van de Europese Economische Gemeenschap, wanneer ze in één van die Staten wonen;
- 3° aan de staatlozen en aan de vluchtelingen zoals ze zijn gedefinieerd onder artikel 18ter, wanneer ze in de Europese Economische Gemeenschap wonen.

§ 2. Het onder § 1 bedoelde ouderdomspensioen is integraal betaalbaar aan de uit de echt gescheiden echtgenote die geen beroepsactiviteit uitoefent. Wanneer de uit de echt gescheiden echtgenote een beroepsactiviteit uitoefent, is het ouderdomspensioen verschuldigd in zijn integraliteit, verminderd of afgeschaft overeenkomstig de bepalingen vastgesteld door de Koning wat betreft de gerechtigden inzake een werknemerspensioen.

Het pensioen gaat in de eerste dag van de maand volgend op de maand tijdens welke de betrokkene de aanvraag doet en ten vroegste de eerste dag van de maand volgend op de maand tijdens welke ze de leeftijd van 55 jaar bereikt.

Dit pensioen gaat evenwel in de eerste dag van de maand volgend op de datum van de bekendmaking van deze bepaling, ten gunste van de personen die op die datum aan de vereisten voldoen om er aanspraak op te maken en die hun aanvraag indienen vóór het verstrijken van de zesde maand volgend op deze datum.

§ 3. Het bedrag van het in paragraaf 1 bedoelde ouderdomspensioen is gelijk aan 56,25 pet. van het ouderdomspensioen waarin ten gunste van de gewezen echtgenoot wordt voorzien in toepassing van onderhavige wet, overeenstemmend met de perioden die in de duur van het huwelijk begrepen zijn. Wanneer echter de in paragraaf 1 bedoelde personen de echtgenote waren van een verzekerde van vreemde nationaliteit, is het in aanmerking te nemen ouderdomspensioen datgene dat verworven zou geweest zijn, onder dezelfde voorwaarden inzake leeftijd en bijdragen, ten gunste van een verzekerde van Belgische nationaliteit.

Het bedrag van het ouderdomspensioen van de gewezen echtgenoot wordt berekend op 55-jarige leeftijd. Nochtans, wanneer de leeftijd waarop de verzekerde opgehouden heeft aan de verzekeringsdeel te nemen en de leeftijd die hij bereikt had op de datum waarop de echtscheiding overgeschreven werd, hoger liggen dan 55 jaar, wordt het pensioen berekend op deze van die twee leeftijden welke 55 jaar het dichtst benadert.

§ 4. Lorsque l'épouse divorcée peut prétendre, pour des périodes incluses dans la durée du mariage, à une pension acquise en vertu de la législation sur les pensions des employés du Congo belge et du Ruanda-Urundi, le montant de cette pension vient en déduction du montant de la pension de retraite prévue par le présent article.

Lorsqu'elle peut obtenir une pension de retraite dans un autre régime de pension belge ou étranger ou en vertu d'un régime de pension du personnel d'une institution de droit international public pour des périodes prises en considération pour l'octroi de la pension de retraite prévue par le présent article, cette dernière est attribuée sous déduction de la partie de l'autre pension se rapportant à ces périodes. Le Roi fixe les règles à suivre pour déterminer le montant à déduire. »

### CHAPITRE III

#### Modifications à la loi du 17 juillet 1963 relative à la sécurité sociale d'outre-mer

Art. 5. Dans l'article 17 de la loi du 17 juillet 1963 relative à la sécurité sociale d'outre-mer, modifié par la loi du 16 février 1970, les alinéas 2 et 3 sont remplacés par la disposition suivante :

« Le Roi peut augmenter ou diminuer corrélativement les coefficients prévus à l'alinéa 1er, b et c, dans les limites de 0,5 p.c. »

Art. 6. L'article 22quinquies de la même loi, y inséré par la loi du 11 février 1976, est remplacé par la disposition suivante :

« Article 22quinquies. § 1er. Un pécule de vacances et un pécule complémentaire de vacances sont alloués annuellement à charge du Fonds de solidarité et de péréquation aux bénéficiaires d'une rente de retraite ou de veuve prévues par la présente loi, qui réunissent les conditions suivantes :

- a) ne pas jouir d'une pension garantie par la loi du 16 juin 1960;
- b) avoir effectivement bénéficié de la rente ou de la pension pour le mois de mai de l'année en cours;
- c) en ce qui concerne les assurés bénéficiaires d'une rente de retraite, avoir atteint ou atteint dans le cours de l'exercice l'âge normal d'entrée en jouissance de cette rente.

§ 2. Pour le bénéficiaire d'une rente de retraite qui réunit les conditions exigées dans le régime de pension des travailleurs salariés pour l'octroi d'une pension de retraite calculée sur base de 75 p.c. de la rémunération, le montant du pécule de vacances et celui du pécule complémentaire de vacances sont fixés aux taux maximums prévus en faveur des travailleurs salariés; ils sont fixés aux taux minimums pour les autres bénéficiaires.

Si le bénéficiaire exerce une activité professionnelle, le pécule de vacances et le pécule complémentaire de vacances sont dus dans leur intégralité, réduits ou supprimés conformément aux dispositions arrêtées par le Roi en ce qui concerne les bénéficiaires d'une pension de travailleur salarié.

La prestation globale du pécule de vacances et du pécule complémentaire de vacances est limitée au montant de la rente à charge de l'Office afférente au mois de mai de l'année envisagée.

§ 3. Lorsque le bénéficiaire peut prétendre à des avantages de même nature que ceux prévus au paragraphe 1er en vertu d'un autre régime de sécurité sociale ou en application des dispositions légales belges accordant un pécule de vacances aux pensionnés des services publics, il lui est attribué à charge de l'Office un pécule de vacances dont le montant est égal au montant total des péculs déterminés conformément au paragraphe 2 sous déduction du montant de ces avantages. »

Art. 7. L'article 55, alinéa 2, de la même loi est abrogé.

§ 4. Wanneer de uit de echt gescheiden echtgenote, voor de perioden die in de duur van het huwelijk begrepen zijn, aanspraak kan maken op een pensioen verworven krachtens de wetgeving betreffende de pensioenen der werknemers van Belgisch-Kongo en van Ruanda-Urundi, komt het bedrag van dit pensioen in mindering van het bedrag van het ouderdomspensioen dat door dit artikel voorgeschreven is.

Wanneer ze een ouderdomspensioen kan bekomen in een andere Belgische of vreemde pensioenregeling of krachtens een pensioenregeling van het personeel van een instelling naar internationaal publiek recht voor perioden die aangerekend worden voor de toekenning van het ouderdomspensioen waarin dit artikel voorziet, wordt dit laatste toegekend met aftrek van het gedeelte van het andere pensioen dat op die perioden betrekking heeft. De Koning bepaalt de na te volgen regels om het af te trekken bedrag vast te stellen. »

### HOOFDSTUK III

#### Wijzigingen aan de wet van 17 juli 1963 betreffende de overzeese sociale zekerheid

Art. 5. In artikel 17 van de wet van 17 juli 1963 betreffende de overzeese sociale zekerheid, gewijzigd bij de wet van 16 februari 1970, worden de leden 2 en 3 vervangen door de volgende bepaling :

« De Koning kan de in het eerste lid, b en c, bedoelde procenten binnen een grens van 0,5 pct. correlatief verhogen of verlagen. »

Art. 6. Artikel 22quinquies van dezelfde wet, er ingevoegd door de wet van 11 februari 1976, wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Artikel 22quinquies. § 1. Vakantiegeld en aanvullend vakantiegeld worden jaarlijks uit het Solidariteits- en Péréquatiefonds toegekend aan de personen die een bij deze wet voorgeschreven ouderdoms- of weduwenpensioen trekken en die de volgende voorwaarden vervullen :

- a) geen, door de wet van 16 juni 1960 gegarandeerd pensioen trekken;
- b) daadwerkelijk de rente of het pensioen getrokken hebben voor de maand mei van het lopende jaar;
- c) wat de verzekerden betreft die een ouderdomsrente trekken, in de loop van het dienstjaar de normale gerechtigde leeftijd inzake die rente bereikt hebben of bereiken.

§ 2. Voor de ouderdomsrentetrekker die de voorwaarden vervult welke vereist zijn in de werknemerspensioenregeling voor de toekenning van een ouderdomspensioen berekend op basis van 75 pct. van de bezoldiging, zijn het vakantiegeld en het aanvullend vakantiegeld gelijk aan de maximumbedragen voorgeschreven voor de werknemers; aan de andere gerechtigden worden de minimumbedragen betaald.

Indien de gerechtigde een beroepsactiviteit uitoefent, worden het vakantiegeld en het aanvullend vakantiegeld integraal verschuldigd, verminderd of afgeschaft overeenkomstig de bepalingen vastgesteld door de Koning wat betreft de gerechtigden inzake een werknemerspensioen.

De totale uitkering van het vakantiegeld en van het aanvullend vakantiegeld is beperkt tot het bedrag van de rente met betrekking tot de maand mei van het overwogen jaar. .

§ 3. Wanneer de gerechtigde aanspraak kan maken op gelijkaardige uitkeringen als die welke zijn voorgeschreven onder paragraaf 1 krachtens een andere sociale-zekerheidsregeling of in toepassing van de Belgische wetsbepalingen waarbij vakantiegeld wordt toegekend aan de gepensioneerden van de overheidsinstellingen, wordt hem ten laste van de Dienst vakantiegeld toegekend waarvan het bedrag gelijk is aan het totaal bedrag van het vakantiegeld vastgesteld overeenkomstig paragraaf 2 onder aftrek van het bedrag van die uitkeringen. »

Art. 7. Artikel 55, tweede lid, van dezelfde wet wordt opgeheven.

## CHAPITRE IV. — Dispositions finales

Art. 8. La présente loi entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*, à l'exception des articles 1er et 2 qui produisent leurs effets le 1er août 1981, des articles 3 et 6 qui entrent en vigueur le 1er janvier 1983 et des articles 5 et 7 qui produisent leurs effets le 1er juillet 1980.

Promulguons la présente loi, ordonnons qu'elle soit revêtue du sceau de l'Etat et publiée par le *Moniteur belge*.

Donné à Bruxelles, le 27 mai 1983.

BAUDOUIN

Par le Roi :

Le Ministre des Affaires sociales,  
J.-L. DEHAENE

Le Secrétaire d'Etat aux Pensions,  
P. MAINIL

Vu et scellé du sceau de l'Etat :  
Le Ministre de la Justice,  
J. GOL

## SERVICES DU PREMIER MINISTRE

F. 83 — 936

18 MAI 1983. — Arrêté royal modifiant l'arrêté royal du 20 juillet 1964 relatif au classement hiérarchique et à la carrière de certains agents des administrations de l'Etat

BAUDOUIN, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu l'article 66, alinéa 2, de la Constitution;

Vu l'arrêté royal du 2 octobre 1937 portant le statut des agents de l'Etat, notamment l'article 72, § 1er, modifié par les arrêtés royaux du 16 mars 1964 et du 17 septembre 1969;

Vu l'arrêté royal du 20 juillet 1964 relatif au classement hiérarchique et à la carrière de certains agents des administrations de l'Etat, notamment l'article 10, § 2, modifié par l'arrêté royal du 10 juillet 1972;

Vu l'avis du Comité général de consultation syndicale;

Vu l'avis du Conseil d'Etat;

Sur la proposition de Notre Ministre de la Fonction publique, de Notre Secrétaire d'Etat à la Fonction publique et de l'avis de Nos Ministres qui en ont délibéré en Conseil,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1er. L'article 10, § 2, de l'arrêté royal du 20 juillet 1964 relatif au classement hiérarchique et à la carrière de certains agents des administrations de l'Etat, modifié par l'arrêté royal du 10 juillet 1972 est remplacé par la disposition suivante :

« § 2. Indépendamment des conditions fixées par l'article 75 de l'arrêté royal du 2 octobre 1937 portant le statut des agents de l'Etat, peuvent seuls participer au concours d'accession au grade de secrétaire de direction, les agents de la carrière de dactylographie et de sténodactylographie qui sont titulaires d'un grade classé au moins au rang 32 et qui comptent une ancienneté de trois ans au moins dans le niveau 3.

§ 3. Pour être admis au concours, les agents de la carrière de dactylographie doivent satisfaire à une épreuve préalable sur la sténographie, organisée par le Secrétaire permanent au recrutement.

## HOOFDSTUK IV. — Slotbepalingen

Art. 8. Deze wet treedt in werking de dag waarop ze wordt bekendgemaakt in het *Belgisch Staatsblad*, met uitzondering van de artikelen 1 en 2 die uitwerking krijgen op 1 augustus 1981, de artikelen 3 en 6 die in werking treden op 1 januari 1983 en de artikelen 5 en 7 die uitwerking krijgen op 1 juli 1980.

Kondigen deze wet af, bevelen dat zij met 's Lands zegel zal worden bekleed en door het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Gegeven te Brussel, 27 mei 1983.

BOUDEWIJN

Van Koningswege :

De Minister van Sociale Zaken,  
J.-L. DEHAENE

De Staatssecretaris voor Pensioenen,  
P. MAINIL

Gezien en met 's Lands zegel gezegd :  
De Minister van Justitie,  
J. GOL

## DIENSTEN VAN DE EERSTE MINISTER

N. 83 — 936

18 MEI 1983. — Koninklijk besluit tot wijziging van het koninklijk besluit van 20 juli 1964 betreffende de hiërarchische indeling en de loopbaan van sommige personeelsleden in de rijksbesturen

BOUDEWIJN, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groot.

Gelet op artikel 66, tweede lid, van de Grondwet;

Gelet op het koninklijk besluit van 2 oktober 1937 houdende het statuut van het rijkspersoneel, inzonderheid op artikel 72, § 1, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 16 maart 1964 en 17 september 1969;

Gelet op het koninklijk besluit van 20 juli 1964 betreffende de hiërarchische indeling en de loopbaan van sommige personeelsleden van de rijksbesturen, inzonderheid op artikel 10, § 2, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 10 juli 1972;

Gelet op het advies van de Algemene syndicale raad van advies;

Gelet op het advies van de Raad van State;

Op de voordracht van Onze Minister van Openbaar Ambt, van Onze Staatssecretaris voor Openbaar Ambt en op het advies van Onze in Raad vergaderde Ministers,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. Artikel 10, § 2, van het koninklijk besluit van 20 juli 1964 betreffende de hiërarchische indeling en de loopbaan van sommige personeelsleden van de rijksbesturen, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 10 juli 1972, wordt vervangen door de volgende bepaling :

« § 2. Ongeacht de vereisten gesteld in artikel 75 van het koninklijk besluit van 2 oktober 1937 houdende het statuut van het rijkspersoneel, mogen aan het vergelijkend examen voor overgang naar de graad van directiesecretaris alleen deelnemen, de personeelsleden van de typisten- en stenotypistenloopbaan die bekleed zijn met een graad welke ten minste in rang 32 is ingedeeld en die ten minste drie jaar anciënniteit in niveau 3 tellen.

§ 3. Om deel te mogen nemen aan het vergelijkend examen moeten de personeelsleden van de typistenloopbaan slagen voor een door de Vaste Wervingssecretaris georganiseerd voorexamen over stenografie.